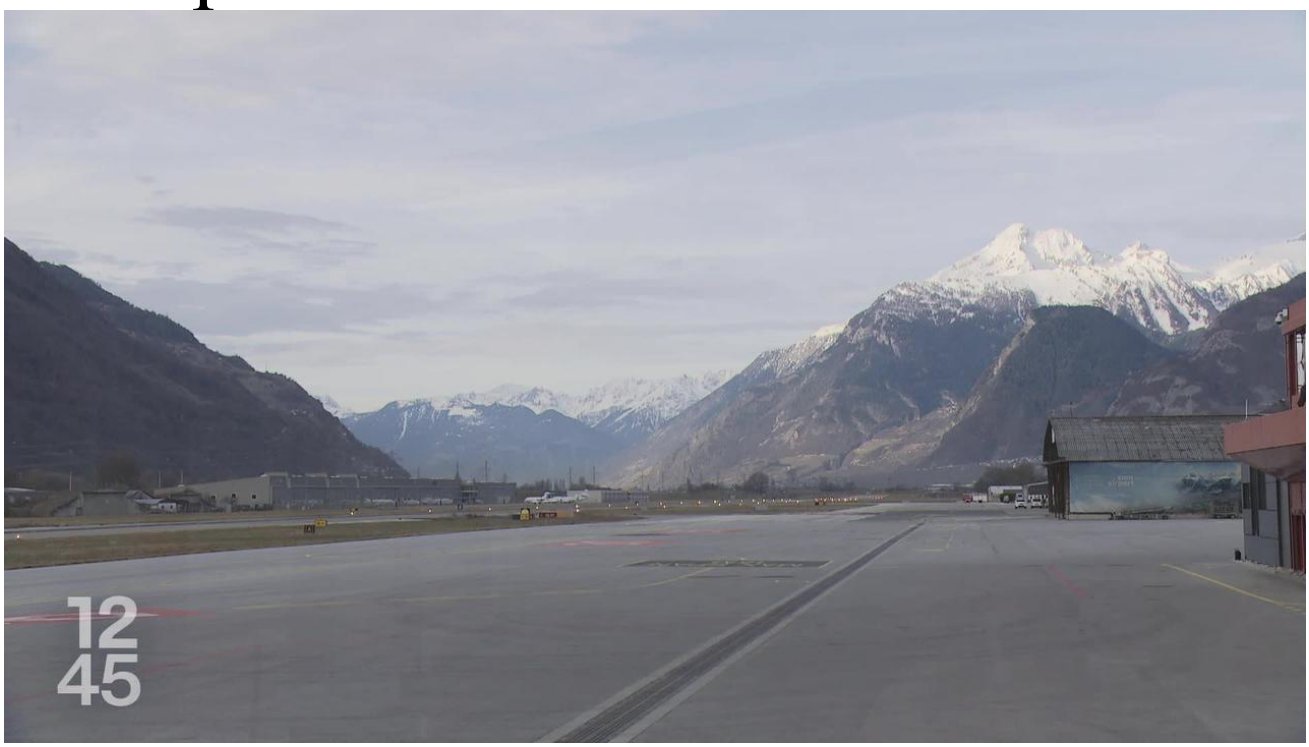
RTS INFO Valais

15.02.2024 Modifié à 15:22

Le canton du Valais veut développer l'aéroport civil de Sion



Le canton du Valais veut injecter 15 millions de francs de fonds publics pour tripler la fréquentation de l'aéroport de Sion / 12h45 / 1 min. / aujourd'hui à 12:45

Le Valais veut développer l'exploitation de l'aéroport civil de Sion. Un avant-projet de loi en la matière, élaboré avec la Ville et qui doit permettre d'établir des conditions cadres plus favorables, est en consultation jusqu'au 11 mars.

"L'aéroport de Sion reste un aéroport alpin. Ce ne sera jamais Francfort, Genève ou Bâle, ni un hub de compagnie low cost en Suisse romande. Nous voulons y développer un transport aérien qui soit plus rationnel et optimisé", explique le conseiller d'Etat Christophe Darbellay lors d'une conférence de presse sur le site sédunois.

Concrètement, il s'agirait d'augmenter faiblement le nombre d'atterrissages et décollages avec un nombre de trois avions de cent places par jour du mardi au dimanche. Actuellement, le site voit défiler près de 34'954 passagers, tout type de trafic confondu, par année. Ce chiffre pourrait atteindre 115'000, selon le scénario le plus optimiste.

"Le seuil de rentabilité a été évalué à 71'000 passagers", précise le président de Sion Philippe Varone. "Pour y parvenir, on pourrait imaginer des vols de charters saisonniers, à l'image de ce que fait Easyjet en été. Notre vision est mesurée et réaliste", abonde-t-il.

Changement de gouvernance

Aujourd'hui, le canton du Valais et la ville de Sion soutiennent déjà l'aéroport en prenant en charge le déficit d'exploitation et des investissements à hauteur de 3 millions, mais ils le font de "manière passive", note Christophe Darbellay.

Pour l'avenir, les deux partenaires proposent donc un changement de gouvernance du site qui passerait par la création d'une société majoritairement (au moins 51%) en mains des collectivités publiques. Quinze millions de francs seraient initialement injectés dans cette société qui sera détentrice de la concession fédérale d'exploitation.

"Avoir un aéroport décentralisé n'a pas de sens aujourd'hui, en tout cas au niveau environnemental, sans parler des nuisances sonores et de la santé des riverains", a réagi la cheffe du groupe des Vert-e-s au Grand Conseil valaisan Céline Dessimoz au 12h45 de la RTS. "La pesée d'intérêt entre environnement, économie et santé, penche toujours du même côté. Je pense que ce n'est pas juste".

Désengagement de l'armée

A la suite du désengagement des Forces aériennes de la base aérienne de Sion en 2018, "l'aéroport de Sion est passé d'un aéroport militaire avec des activités civiles à un aéroport civil qui offre des prestations militaires", note Philippe Varone. Les retombées économiques des activités actuelles sont évaluées à près de 75 millions de francs.

Outre le développement envisagé, la volonté est aussi de conserver sur le site de l'aéroport les activités existantes, notamment l'accueil de compagnies aériennes, le hangarage et la maintenance, les loisirs mais aussi celles d'intérêt public comme le sauvetage aérien, d'innovation et de formation.

ats/hkr

Publié à 14:02 Modifié à 15:22